

No. 27630

**FRANCE
and
BURKINA FASO**

**Convention on mutual administrative assistance in action
against customs offences. Signed at Paris on 4 February
1986**

Authentic text: French.

Registered by France on 21 November 1990.

**FRANCE
et
BURKINA FASO**

**Convention d'assistance administrative mutuelle en matière
de lutte contre la fraude douanière. Signée à Paris le
4 février 1986**

Texte authentique : français.

Enregistrée par la France le 21 novembre 1990.

CONVENTION¹ D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE
EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE DOUANIÈRE
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRAN-
ÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO

Le Gouvernement de la République française, d'une part,

Le Gouvernement du Burkina Faso, d'autre part,

Considérant que les infractions aux lois douanières portent
préjudice aux intérêts économiques, fiscaux, sociaux et culturels de
leur pays respectif,

Convaincus que la lutte contre les infractions aux lois dou-
nières serait rendue plus efficace par la coopération entre leurs admi-
nistrations douanières,

sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Les administrations douanières des Etats contractants se pré-
tent mutuellement assistance, dans les conditions exposées ci-après, en
vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions aux lois
douanières de leur pays respectif.

ARTICLE 2

Aux fins de la présente convention, on entend par :

a) "lois douanières": l'ensemble des prescriptions légales et
réglementaires applicables aux opérations liées à l'importation, à
l'exportation ou au transit des marchandises.

b) "administrations douanières": les administrations chargées
de l'application des dispositions visées au paragraphe a) ci-dessus.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1989, soit le premier jour du troisième mois ayant suivi la date de la dernière des notifications (des 13 juin 1988 et 21 août 1989) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément au paragraphe b de l'article 12.

ARTICLE 3

Sur demande expresse de l'administration douanière de l'autre Etat, chaque administration exerce, dans le cadre de sa législation et conformément à ses pratiques administratives une surveillance spéciale :

a) sur les déplacements, et plus particulièrement sur l'entrée et la sortie de leur territoire, des personnes que l'Etat requérant soupçonne de s'adonner professionnellement ou habituellement à la fraude au regard de ses lois douanières;

b) sur les mouvements suspects de marchandises signalés par l'Etat requérant comme faisant l'objet à destination de cet Etat de tout trafic qui s'effectuerait en infraction aux lois douanières;

c) sur les navires, aéronefs ou autres moyens de transports soupçonnés d'être utilisés pour la fraude.

ARTICLE 4

Les administrations douanières des deux Etats se communiquent :

a) spontanément et sans délai tous les renseignements dont elles pourraient disposer au sujet :

- d'opérations irrégulières, constatées ou projetées et présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard des lois douanières de l'autre Etat contractant;

- des nouveaux moyens ou méthode de fraude;

- des catégories de marchandises connues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux d'importation, d'exportation ou de transit;

- des individus, navires, aéronefs ou autres moyens de transport, soupçonnés de se livrer ou de servir à la fraude.

b) sur demande écrite et aussi rapidement que possible soit tous renseignements qui peuvent être tirés de documents de douane concernant les échanges de marchandises entre les deux Etats, soit des copies dûment certifiées ou authentifiées de ces documents.

ARTICLE 5

Les administrations douanières des deux Etats prennent des dispositions pour que les services spécialement ou principalement chargés de la recherche de la fraude soient en relations personnelles directes en vue d'échanger des renseignements pour prévenir ou découvrir les infractions aux lois douanières de leur pays respectif.

ARTICLE 6

Les administrations douanières des deux Etats peuvent faire état à titre de preuve, tant dans leurs procès verbaux, rapports, témoignages, qu'au cours de procédures et poursuites devant les tribunaux des renseignements reçus et des documents produits dans les conditions prévues à la présente convention.

ARTICLE 7

Les administrations douanières des deux Etats ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente convention dans le cas où cette assistance est susceptible de porter atteinte à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de leur Etat ou implique la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

ARTICLE 8

a) aucune demande d'assistance ne peut être formulée si l'Etat requérant n'est pas en mesure, dans le cas inverse de fournir l'assistance demandée.

b) tout refus d'assistance doit être motivé.

ARTICLE 9

Les renseignements, communications et documents obtenus ne peuvent être utilisés qu'aux fins de la présente convention. Ils ne peuvent être communiqués à des personnes autres que celles qui sont appelées à les utiliser à ces fins que si les autorités qui les ont fournis y ont expressément consenti.

ARTICLE 10

Les modalités d'application de la présente convention sont arrêtées d'un commun accord par les administrations des deux Etats.

ARTICLE 11

Le champ d'application de la présente convention s'étend au territoire douanier des deux Etats.

ARTICLE 12

a) La présente convention remplace et abroge la convention du 14 décembre 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso.

b) Chacun des Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente convention. Celle-ci prendra effet le premier jour du troisième mois suivant la date de la dernière notification.

c) La présente convention est conclue pour une durée illimitée. Chacun des Etats Contractants peut la dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Etat contractant.

La dénonciation prendra effet six mois après la date de cette notification.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à PARIS Le 4 février 1986.
en double exemplaire, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de Burkina Faso :

[Signé]

CHRISTIAN NUCCI
Ministre délégué à la Coopération
et au Développement

Pour le Gouvernement
de la République française :

[Signé]

BASILE GUISSOU
Ministre des Relations Extérieures
et de la Coopération

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF BURKINA FASO
ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE IN ACTION
AGAINST CUSTOMS OFFENCES

The Government of the French Republic, on the one hand, and

The Government of Burkina Faso, on the other,

Considering that offences against customs laws are prejudicial to the economic, fiscal, social and cultural interests of their respective countries,

Convinced that action against these offences would be made more effective by cooperation between their customs administrations,

Have agreed as follows:

Article 1

The customs administrations of the Contracting States shall afford each other mutual assistance, on the terms set out below, to prevent, investigate and suppress offences against the customs laws of their respective countries.

Article 2

For the purposes of this Convention:

(a) The term “customs laws” means the body of statutory and regulatory provisions applicable to operations relating to the import, export or transit of goods;

(b) The term “customs administrations” means the administrations responsible for applying the provisions mentioned in subparagraph (a) above.

Article 3

The customs administration of each State shall, at the express request of the customs administration of the other State, maintain special surveillance within its field of competence over the following, in accordance with its administrative practices:

(a) The movements, particularly the entry into and exit from its territory, of persons suspected in the requesting State of being professionally or habitually engaged in offences against its customs laws;

(b) Suspicious movements of goods pointed out by the requesting State to be the subject of any traffic towards that State which would be in violation of customs laws;

(c) Ships, aircraft or other means of transport suspected of being used to commit offences.

¹ Came into force on 1 November 1989, i.e., the first day of the third month following the date of the last of the notifications (of 13 June 1988 and 21 August 1989 by which the Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 12 (b).

Article 4

The customs administrations of the two States shall communicate to each other:

- (a) Spontaneously and without delay, any available information regarding:
- Irregular operations proven or planned, which are or are suspected of being contrary to the customs laws of the other Contracting State;
 - New means or methods of committing customs offences;
 - Categories of goods known to be the subject of illicit import, export or transit;
 - Persons, ships, aircraft or other means of transport suspected of being engaged or used in the commission of offences;
- (b) On written request and as promptly as possible, any information taken from customs documents concerning the exchange of goods between the two States, and duly certified or legalized copies of the said documents.

Article 5

The customs administrations of the two States shall arrange for their services specially or principally responsible for the investigation of customs offences to maintain personal and direct relations with a view to exchanging information to prevent or discover offences against customs laws in their respective countries.

Article 6

The customs administrations of the two States may make use, as evidence, in their minutes, reports and testimonies, and during proceedings and prosecutions before a court or tribunal, of information received or documents produced, under the conditions provided for by this Convention.

Article 7

The customs administrations of the two States are not required to give the assistance provided for under this Convention if such assistance is likely to be detrimental to public order or other vital interests of their State, or involves a violation of any industrial, commercial or professional secrecy.

Article 8

- (a) Assistance shall not be requested where the requesting State would be unable to furnish that assistance if the position were reversed.
- (b) The reasons must be given for any refusal of assistance.

Article 9

The information, communications and documents obtained may be used only for the purposes of this Convention. They may not be communicated to persons other than those authorized to use them for such purposes unless the authorities supplying them have expressly consented thereto.

Article 10

The terms and conditions for the implementation of this Convention shall be jointly determined by the administrations of both States.

Article 11

The field of application of this Convention shall extend to the customs territory of the two States.

Article 12

(a) This Convention shall replace the Convention of 14 December 1962 between the Government of the French Republic and the Government of Burkina Faso, which shall be abrogated.

(b) Each State shall notify the other of the completion of the procedures required under its Constitution for this Convention to enter into force. The Convention shall take effect on the first day of the third month following the date of the latter of these notifications.

(c) This Convention is concluded for an indefinite period. Either Contracting State may denounce it at any time by sending written notice through the diplomatic channel to the other Contracting State.

The denunciation shall take effect six months after the date of such notice.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized for this purpose, have signed this Convention.

DONE in Paris, 4 February 1986, in two copies, both texts being equally authentic.

For the Government
of Burkina Faso:

[Signed]

CHRISTIAN NUCCI
Minister-delegate
for Cooperation and Development

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

BASILE GUISSOU
Minister for Foreign Affairs
and Cooperation
